

L'ARRESTATION DE JULIAN ASSANGE

Le président équatorien Lenin Moreno se venge de la publication des « Ina Papers »

par Alfredo Jalife-Rahme

Les graves accusations proférées par l'Équateur contre Julian Assange sont invérifiables. Tandis que les révélations de Julian Assange sur la corruption du président équatorien Lenin Moreno sont vérifiées. Alfredo Jalife revient sur le système d'enrichissement personnel latino-américain.

RÉSEAU VOLTAIRE | MEXICO (MEXIQUE) | 18 AVRIL 2019

ESPAÑOL DEUTSCH ITALIANO



Le président Lenin Moreno

Livrer un réfugié au pays qui abrite votre ambassade, c'est bafouer les traditions millénaires de toute civilisation, c'est porter atteinte à l'honneur de l'Amérique latine.

Déjà en 2017, la décision de livrer Julian Assange aux États-Unis était prise : Donald Trump avait envoyé son représentant spécial Paul Manafort, aujourd'hui emprisonné, pour négocier avec Lenin Moreno la livraison d'Assange en échange d'avantages commerciaux et de rétributions monétaires. [1].

Il ne manquait plus qu'un catalyseur, fourni par les « Ina Papers », qui

compromettent le président équatorien, son frère Edwin et ses filles dans une opération de blanchiment d'argent à hauteur de 18 millions de dollars, dans le paradis fiscal de Belize (Amérique centrale).

Le lâchage ignominieux d'Assange, fondateur iconique de Wikileaks, met en danger de mort la liberté d'expression à l'âge du totalitarisme orwellien-cybernetique et remet en question le premier amendement de la Constitution des États-Unis [2].

Edwin Moreno, le frère de Lenin Moreno, avait reçu 18 millions de dollars en tant que patron de l'INA Investments Corp ; ce montant s'est retrouvé blanchi par un ensemble de onze firmes fantômes : Espíritu Santo Holdings, Fundación Amore, Fundación Esmalau, Fundación Pacha Mama, Inversiones Larena, Inversiones Maspal, Manela Investment Corp, Probata Investments, San Antonio Business Corp, Turquoise Holdings Ltd, Valley View Business Corp [3].

Le nom d'Ina avait été forgé à partir des prénoms des trois filles de Lenin Moreno : Ir(ina), Crist(ina) et Kar(ina). Ce qu'on ne pardonne pas à Assange, c'est d'avoir rendu publiques, le 26 mars dernier, les tractations du président équatorien avec Trump, par l'intermédiaire de Manafort, il y a

deux ans.

Lenin Moreno a dès lors accusé Assange d'avoir piraté son courrier électronique et son téléphone, alors même qu'il ne disposait plus de connexion internet, et n'avait plus de contact avec le monde extérieur.

Maria Paula Romero est allée jusqu'à prétendre qu'Assange et Wikileaks étaient impliqués dans une « conspiration » pour déstabiliser le gouvernement de Lenin Moreno avec l'aide de « deux hackers russes ». Voir la main de Moscou partout c'est devenu une tarte à la crème... avariée, et insipide.

Déjà auparavant, le taux de popularité de Lenin Moreno avait chuté à 17 %. Ce qui ressort de ce personnage indigne, c'est son virage à l'extrême droite et sa soumission envers Trump depuis qu'il a obtenu 10 milliards de dollars à titre d'emprunts au FMI et à la Banque mondiale, au prix de rudes mesures d'austerité et du dégraissage de 10 000 emplois dans le secteur public [4].

L'opération médiatique était prête : il y a cinq mois déjà j'annonçais la séquence expulsion/détention/déportation, au Salon du livre de Guadalajara [5].

Les « INA Papers » de la très corrompue famille Moreno n'ont rien d'original : ils font partie de l'application mafieuse du néolibéralisme global en Amérique latine : cela se résume en blanchiment ordinaire dans les paradis fiscaux classiques pour acheter la conscience des dirigeants et/ou des manipulateurs de l'opinion publique, comme dans le cas des « Panama Papers », affaire dans laquelle sont mouillés le romancier Mario Vargas Llosa et le président argentin Mauricio Macri [6]– ; voir aussi les « Bahama Leaks » –impliquant Pinochet, Macri et le parti "PAN" archi-corrompu du Mexique [7]– ; l'escroquerie de la Banque Stanford, ou le cartel du Golfe faisait du blanchiment en association avec le chancelier de l'ex-président mexicain Fox Castañeda Gutman [8] ; etc.

De fait, en Amérique latine, il n'y a pas de libéralisme sans blanchiment crapuleux.

La soi disant « trame russe » du plagiaire Krauze Kleinbort (actionnaire de la banque Santander et de Televisa) fait partie d'une autre « lessive », celle de « l'opération Berlin », selon l'Unité de Renseignement financier du gouvernement mexicain [9].

L'ex-président équatorien Rafael Correa fait valoir qu'après avoir

divulgué l'affaire sordide des « Ina Papers », il a vu son compte Facebook bloqué. Il confirme que Julian Assange a été livré en échange d'un prêt du FMI, comme vengeance pour la publication par Wikileaks du scandale des « Ina Papers ». [10].

Alfredo Jalife-Rahme

Traduction
Maria Pournier

Source
La Jornada (Mexique)

[1] "Manafort Discussed Deal With Ecuador to Hand Assange Over to U.S.", By Kenneth P. Vogel and Nicholas Casey, *The New York Times*, December 3, 2018.

[2] "Fin de la libertad de expresión en Occidente : arresto de Assange, creador de WikiLeaks", Alfredo Jalife-Rahme, *Russia Today*, 12 de Abril de 2019.

[3] *INA Papers. Los documentos sobre la corrupción presidencial en el Ecuador*, Marzo 2019.

[4] "Amid corruption scandals and deals with IMF and Washington, Ecuador's government betrays Assange", Bill Van Auken, *World Socialist Web Site*, April 12, 2019.

[5] *Cuando vaticine en la Fil de Guadalajara en noviembre el arresto de Assange Una más jajaja*, Conferencias exclusivas de Alfredo Jalife, *YouTube*, 12 de April de 2019.

[6] « Los papeles de Panamá de Vargas Llosa : lavado neoliberal imperfecto en los paraísos fiscales », Alfredo Jalife-Rahme, *La Jornada*, 4 de mayo de 2016.

[7] « Bahamas Leaks : desnudan "lavado fiscal" de Pinochet, Macri, Pemex y el PAN de México », Alfredo Jalife-Rahme, *La Jornada*, 25 de septiembre de 2016

[8] « Estafa de Stanford : del cártel del Golfo a Castañeda Gutman », Alfredo Jalife-Rahme, *La Jornada*, 4 de marzo de 2009.

[9] *Operación Berlín y Operación Carlos Fuentes, conspiración de derecha intelectual mexicana*, Gilberto Avilez Tax, *La Jornada Maya* 26 de marzo de 2019.

[10] « Rafael Correa atribuye al caso INA Papers el bloqueo de su página en Facebook », *Sputnik*, 12 de April de 2019.

Source : « Le président équatorien Lenin Moreno se venge de la publication des « Ina Papers » », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Maria Poumier, *La Jornada* (Mexique), *Réseau Voltaire*, 18 avril 2019, www.voltairenet.org/article206104.html